

ées par leurs soucis nationaux, relations du continent ignorent l'existence de ce conflit qui va pourtant *in fine* du limes européen et de géopolitique du continent. Les dangers qui le guettent ne sont pas programmés des nations, du terrorisme ou l'invasion de migrants massifs et mal intentionnés. Il s'agit avant tout de l'affaiblissement et de la déstabilisation des démocraties que l'on voit par cette méthode et ressentiment de l'impérialisme russe. Et ce, en raison de sa guerre en Ukraine et de la pression directe sur les Moldavie, Slovaquie, Roumanie, etc.

## Le défi russo-ukrainien *in fine* du limes européen et de l'avenir du continent. »

Ulrich von der Leyen, réélue présidente de la Commission en juillet 2024, à une majorité absolue du Parlement européen, déclarait avec émotion qu'elle voulait rebâtir un bouclier européen pour la démocratie. Mais la formation manque de force. C'est l'Europe elle-même, dans ses différentes nations, qui doit se mobiliser militairement pour protéger l'Ukraine, comme un bouclier de son espace commun et de leurs véhicules : démocratie, liberté et justice. C'est son espace lui-même, en pleine intégration, qui est la cible des menaces russes. Il ne s'agit pas de la *Christianitas* disparue depuis longtemps qu'il lui faut protéger, mais de l'*Universitas* européenne, cette civilisation sans équivalent historique moderne, par le consensus, les

fondements de la démocratie et les conditions intriquées de la paix et de la prospérité.

L'expérimentation historique que constitue l'intégration européenne est au pied du mur. Tout ce qui a été construit en consolidant, dans cet espace auto-réapproprié, à la fois l'État de droit, les valeurs démocratiques, les modes de gouvernance régulés et l'économie sociale de marché, est directement affecté par l'issue temporaire de cette guerre. L'intégration européenne a fabriqué une civilisation commune, industrielle et pacifique. Peut-être que son modèle n'est pas universel, peut-être que son éclat mondial s'amenuise. Il n'en reste pas moins que l'Europe est infiniment plus vivable pour qui l'habite et s'en réclame, que bien d'autres endroits de la planète. Assurer la sécurité physique de l'Ukraine est la condition urgente pour sauvegarder ce modèle civilisationnel en process.

L'Ukraine est devenue l'*Antemurale universitatis* de l'Union. Espérons que les États qui la composent, à travers leur représentation diplomatique commune, forceront les portes pour manifester leur présence dans les discussions prochaines. Elles vont décider d'un armistice sans paix et d'une occupation russe partielle sans reconnaissance internationale. Les États de l'Union auraient grand intérêt à s'engager, militairement et ensemble, pour garantir la sécurité de l'Ukraine, hors OTAN si nécessaire, afin de se protéger eux-mêmes de leur propre fragilité : personne ne les aidera désormais, entre une Russie maladivement attachée à sa projection de puissance et les États-Unis, objectivement aspirés dans une confrontation de puissance asiatique. ●

1. Cité dans : Milan Kruhek, *Krajiške utvrde i obrana Hrvatskog Kraljevstva tijekom 16. stoljeća*, Zagreb, 1995, str. 49.

## LE NOUVEAU DÉFI AMÉRICAIN

EN 1967, *Le défi américain* de Jean-Jacques Servan Schreiber, traduit en 15 langues et diffusé à 10 millions d'exemplaires, connut un immense succès. Il expliquait alors pourquoi l'économie américaine était si performante, dopée par l'informatique naissante et des technologies particulièrement innovantes !

L'Amérique de Donald Trump n'a pas le même visage. Et pourtant le défi qu'elle lance au reste du monde, principalement à la Chine, présente les mêmes caractéristiques ; il n'épargnera pas l'Europe.

On s'inquiète à juste titre de l'arrivée à la Maison-Blanche d'un politicien décomplexé jusqu'à la vulgarité, imprévisible jusqu'à l'absurde, et brutal comme jamais. Son style, ses déclarations à l'emporte-pièce, son orgueil démesuré, préoccupent les chancelleries. Chacun convient que le monde est entré dans une nouvelle ère.

Donald Trump privilégie d'abord un agenda de politique intérieure réactionnaire. Il en déduit une politique étrangère très particulière dont les conséquences pour l'Europe sont importantes.

### Un agenda réactionnaire

La politique de Donald Trump est d'abord une réaction à des évolutions sociétales qui ont atteint des formes caricaturales dont seuls sont capables nos alliés d'outre-Atlantique. Dans une

Amérique divisée, ces excès ont crispé une partie de la population, dont les classes moyennes ulcérées par le laxisme triomphant et un Parti démocrate débordé lui aussi par ses extrêmes.

Le scrutin du 5 novembre 2024, qui voit le triomphe du nouveau président républicain, est tout autant marqué par un effondrement du vote démocrate que par une progression dans les urnes du Parti républicain. C'est un coup d'arrêt au « wokisme » le plus débridé qui a multiplié les excès jusqu'aux avanies antisémites de l'instrumentalisation du conflit au Moyen-Orient sur les campus américains.

Donald Trump voit son retour comme une réaction à ces dérives, un triomphe personnel l'autorisant à une toute puissance qui n'aura de limites que la Constitution des États-Unis, et encore... Les contre-pouvoirs devront prouver leur efficacité : la Cour suprême, la justice, les États fédérés, le Congrès, où sa majorité est faible, et les citoyens, plus que jamais divisés.

L'objectif affiché par le nouveau président de s'affranchir de nombre de contraintes juridiques et éthiques, soutenu par un groupe de milliardaires, véritables « oligarques de la Tech », vise à combattre les régulations partout où elles entravent l'économie américaine, notamment en Europe qui est la première à tenter d'encadrer les activités numériques.



**Jean-Dominique Giuliani**

président de la Fondation Robert Schuman



Ursula von der Leyen et Donald Trump au Forum économique de Davos, 21 janvier 2020.

© Union européenne, 2020

Enfin, pour récupérer le soutien d'une classe moyenne frustrée par de criantes inégalités, Donald Trump s'est emparé sans vergogne du thème de l'immigration, ce qui est paradoxal dans le pays de l'immigration par excellence, qui doit tout à l'apport des populations « non-natives ». Il n'a pas hésité à mobiliser la force militaire aux frontières des États-Unis et à expulser par avions des migrants illégaux vers leurs pays d'origine.

Parmi les 50 décrets ou textes équivalents signés par le nouveau président le jour de son investiture, le troisième *Executive Order* s'intitule : « *Ending Illegal Discrimination and Restoring Merit-Based Opportunity* ». Il engage un combat contre la politique « DEI »

(*Diversity, Equity, Inclusion*). Donald Trump entend s'attaquer à « l'État profond », ces fonctionnaires qu'il accuse de dévoyer leur mission au nom de principes libéraux en déployant des politiques de discrimination positive, d'inclusion ou d'égalité des genres.

### Une politique étrangère de « marchand de tapis »

L'action de Donald Trump à l'international est souvent qualifiée de « transactionnelle ». Lui-même s'est présenté comme un « *deal maker* », un faiseur d'accords. Les accords d'Abraham, traités de normalisation signés entre Israël et plusieurs États arabes sous sa première présidence en 2020, en sont un exemple.

Il menace d'instaurer des droits de douane, il avoue des vues expansionnistes sur des territoires étrangers (Groenland), ou exige par voie de presse des réductions tarifaires (Canal de Panama), au moyen de déclarations spectaculaires destinées à établir un rapport de force avec ses futurs interlocuteurs. Et s'il a déclaré ne pas souhaiter avoir recours à la force, il n'a pas exclu de l'utiliser. Son projet d'« *America First* » vise à assurer la domination de l'Amérique dans tous les domaines. Il inquiète et bouleverse la diplomatie traditionnelle.

Dans la conduite de sa politique étrangère, ses pulsions ne manqueront donc pas d'inquiéter ses alliés plus encore que ses ennemis. Ses menaces de quitter l'OTAN, d'engager une guerre commerciale avec ses partenaires naturels (Canada, Europe, Mexique), sa détermination à vouloir imposer ses vues, constitueront, dans les mois à venir, des incertitudes majeures de la scène internationale.

Seule la volonté d'autres nations peut l'endiguer. L'Europe, pour ce qui la concerne, a eu la sagesse d'intégrer sa politique commerciale et dispose donc des moyens de le dissuader d'engager une guerre des tarifs douaniers. Sa législation contre les géants du numérique est désormais entrée en application. Elle est la loi et ne saurait être renégociée. L'Europe va donc, tôt ou tard, entrer dans un rapport de force avec son allié. Elle doit s'y préparer.

Pour les États-Unis, la Chine, qui s'est fixée comme objectif d'être la première puissance mondiale en 2049, est le principal défi et l'agenda économique de Donald Trump vise d'abord à préserver la prééminence économique américaine. Ces pratiques ne sont évidemment pas sans conséquences pour l'Europe,

que le nouveau locataire de la Maison-Blanche n'aime et ne comprend pas et qui rivalise avec les États-Unis dans nombre de domaines.

### Pour l'Europe : la relance d'une dangereuse compétition mondiale

La libéralisation économique que va décider l'administration Trump constitue pour l'Europe un nouveau défi, celui de la dérégulation. On s'émeut à juste titre du décrochage de l'économie européenne par rapport aux États-Unis. Il ne cesse de s'accroître et, sans une réaction vigoureuse de l'Union européenne pour retrouver la croissance, il va encore s'accroître.

**« L'Europe va, tôt ou tard, entrer dans un rapport de force avec son allié. Elle doit s'y préparer. »**

Avec une population de 340 millions d'habitants, les États-Unis affichent un produit intérieur brut de 27 000 milliards d'euros. Avec une population de 450 millions d'habitants, l'Union européenne produit pour 17 200 milliards d'euros de richesse annuelle. L'écart entre les deux rives de l'Atlantique se creuse. Le revenu moyen par habitant des Européens s'élève désormais à 37 600 euros contre 80 000 euros pour les citoyens américains. L'Europe peine à se relever du Covid et de la crise énergétique.

Les différences entre les deux continents ne sont pas que matérielles. Les Européens organisent leurs sociétés autour du droit et donc de lois.

Le rapport Draghi a mis en lumière ce décrochage et l'a expliqué par un manque d'intégration, mais aussi par un excès de règles. La Commission européenne entend proposer une nouvelle politique de soutien à l'économie et d'allègement des contraintes qui pèsent sur les producteurs pour répondre à ce nouveau défi de la dérégulation. Un consensus entre États membres sera-t-il possible et jusqu'à quel point ces nouvelles orientations remettront-elles en cause l'engouement européen pour une politique climatique qui se veut exemplaire mais qui multiplie les normes ?

La compétition mondiale ainsi relancée, s'additionnant à la déstabilisation russe, exige aussi des Européens un réel effort de défense. L'Europe doit dépenser plus et davantage en coopération pour valoriser son poids sur la scène internationale.

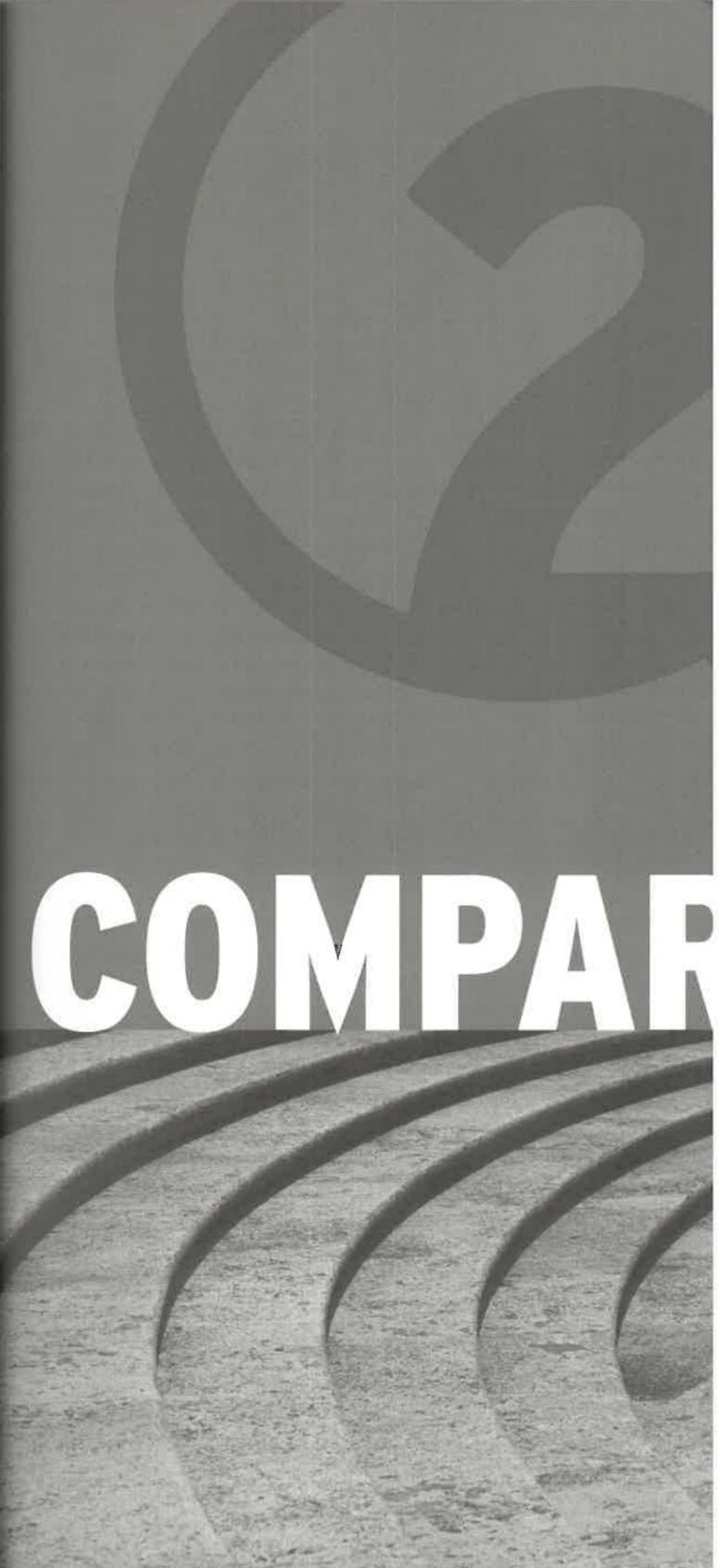
Le conflit en Ukraine a montré qu'elle en est capable, puisque l'aide économique et financière accordée à ce pays est supérieure à celle des États-Unis, mais il a aussi démontré ses faiblesses, puisque ces derniers ont fourni l'essentiel de l'assistance militaire qui a permis à l'Ukraine de résister à l'agression russe.

Dans l'espoir de « faire un deal » entre « Grands », Donald Trump pourrait

être tenté de négocier avec le dictateur du Kremlin, qui souhaite toujours que la Russie soit reconnue comme la grande puissance qu'elle n'est plus. Les Européens, et encore moins les Ukrainiens, ne peuvent accepter des discussions dont ils ne seraient pas parties prenantes. Il en va de leur sécurité dans le long terme et de l'organisation politique du continent.

À bien des égards, l'Europe se retrouve dans une situation analogue à celle qui précédait le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Elle doit trancher entre la paix à tout prix maintenant, au risque d'être engagée dans un conflit plus grave à l'avenir, ou accepter le rapport de force pour construire une paix durable sur le long terme. En l'état actuel, seule une défaite de la Russie, actée sur le terrain par l'échec avéré de son agression expansionniste et le rejet de son révisionnisme, semble pouvoir la garantir.

Ce terrible dilemme appelle l'Europe à réagir fortement, sur le plan économique comme géopolitique, en démontrant sa volonté d'autonomie, certes dans l'alliance avec les États-Unis, mais en poursuivant son propre agenda, qui ne doit plus être dicté que par la défense de ses intérêts. En quelque sorte : « *Europe First* » ! ●



COMPAR